International Meat Secretariat
www.meat-ims.org | 646 | janvier 2023

SOMMAIRE

- Message du Nouvel An de Guillaume Roué, Président de l'OIV
- Comités de l'OIV sur la Protection animale et la Viande durable, 20-21 octobre 2022
- L'année à venir pour le secteur américain de la viande

Message du Nouvel An De Guillaume Roué, Président de L'OIV

Chers amis et collègues du monde entier,

Bonne année 2023!

J'ai le grand honneur de m'adresser de nouveau à vous en tant que président de l'OIV.

Nous vivons des temps incertains, en particulier au regard des conflits et de leurs conséquences sur les prix, les conditions commerciales et, au bout du compte, notre vie quotidienne. De nombreux pays connaissent une hausse des prix susceptible d'entraîner à terme un ralentissement économique, voire une récession. Cette situation est particulièrement difficile pour le secteur de la viande.

La crise de la Covid-19 continue d'affecter nos activités, ses effets se faisant heureusement moins ressentir dans la mesure où nous sommes désormais en capacité d'organiser des rencontres en présentiel. C'est donc avec un réel plaisir que je vous convie au Congrès mondial de la viande de l'OIV, que la Dutch Meat Association (COV) des Pays-Bas accueillera du 10 au 12 octobre 2023 au Maastricht Exhibition and Convention Centre (lien vers la page de l'événement).

Je tiens ici à remercier les comités de l'OIV pour leurs excellentes contributions. Après deux années de rencontres virtuelles en raison de la Covid-19, les comités de l'OIV sur l'Économie, la Protection animale, la Viande durable et la Nutrition et la Santé humaines ont enfin pu se réunir en personne au siège de l'OIV en octobre 2022.



S'asseoir «à la table des discussions» pour débattre des nombreux défis auxquels est confronté le secteur mondial de la viande relève d'une longue tradition de l'OIV. Nos comités représentent de formidables opportunités pour échanger des idées sur la façon de répondre aux difficultés du secteur de l'élevage. Ils ont établi un programme de collaboration régulière, souvent sur plusieurs décennies, avec des organisations internationales (voir des exemples dans le prochain article consacré aux réunions des comités de l'OIV).

La liste des défis à relever par le secteur de l'élevage est longue, mais permettez-moi d'adopter une vision globale pour vous montrer dans quelle mesure nous faisons partie de la solution dans les domaines suivants:

- Sécurité alimentaire et santé dans le monde: le secteur de l'élevage est essentiel pour la santé humaine, ainsi que pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'échelle mondiale. Nous gérons les menaces de maladies à l'interface entre l'animal, l'homme et l'environnement en élaborant et mettant en œuvre des programmes sur les maladies animales et la sécurité alimentaire.
- Équité et croissance: l'élevage joue un rôle primordial pour notre subsistance, en particulier (selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, FAO) pour une population de personnes pauvres estimée à un milliard. Nous devons soutenir la croissance continue des chaînes de valeur, en garantissant un accès à toutes les ressources et tous les services indispensables. Pour les plus démunis surtout, cela signifie être en mesure d'assurer des moyens de subsistance, être présents sur les marchés en expansion ou bien saisir d'autres opportunités en dehors du secteur.
- Ressources et climat: la production animale, basée essentiellement sur des produits n'entrant pas en concurrence avec des denrées destinées directement à l'alimentation humaine, ainsi que des incitations et des récompenses visant à favoriser une bonne gestion de l'environnement, permettront au secteur d'adopter des modes de production utilisant des ressources existantes et nouvelles de manière plus efficace, et de contribuer

I.M.S.
5 rue Lespagnol
75020 Paris
FRANCE

Tel:
33 (0)1 44 93 60 20

Fax:
33 (0)1 44 93 60 01

Editor: Hsin Huang
© I.M.S. Tous droits réservés
La reproduction, totale ou partielle, de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, est interdite sans l'autorisation préalable de l'OIV.

www.meat-ims.org

davantage à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets.

J'ai à cœur de souligner que le plus important, c'est que nous contribuons à fournir une alimentation abordable et de grande qualité. Ce fait est trop souvent noyé au milieu de toutes les critiques adressées au secteur de l'élevage. Dans le monde réel, les producteurs et les consommateurs doivent trouver le juste équilibre entre des moyens de subsistance décents, des prix abordables et une alimentation durable de la population mondiale.

Enfin, je souhaiterais conclure en disant que ce sont nos activités dans le secteur de l'élevage, menées conjointement avec nos collègues de l'agriculture non animale (végétale), qui seront les moteurs de la transition vers des systèmes alimentaires durables. Il n'est pas question de privilégier un système plutôt qu'un autre: il s'agit de mieux travailler ensemble. Nous pouvons être fiers de ce que nous avons accompli à ce jour, mais il reste de toute évidence encore beaucoup à faire collectivement.

L'année 2022 a été marquée par des conflits (et d'autres grondent malheureusement encore) partout dans le monde. Alors que nous regardons vers 2023 avec optimisme, la paix est mon vœu le plus cher.

Je souhaite à toutes et à tous une bonne et heureuse année 2023, placée sous le signe de la paix, de la prospérité et de la santé!

Guillaume Roué
Président de l'OIV

Comités de l'OIV sur la Protection animale et la Viande durable, 20-21 octobre 2022

Après deux années de rencontres virtuelles en raison des restrictions imposées par la pandémie de Covid-19, les comités ont réuni de nombreux participants pour répondre aux préoccupations d'actualité du secteur, en particulier les questions liées au développement des substituts de viande.

Comité sur la Protection animale

Présidé par **Phil Hadley** (AHDB, Royaume-Uni), le comité a obtenu des informations actualisées sur les directives du Codex Alimentarius en matière de sécurité, de qualité et d'équité des échanges internationaux de denrées alimentaires. La pierre angulaire de la réussite du Codex est la base scientifique qui sous-tend toutes ses normes, ainsi que son adhésion à la procédure d'élaboration des normes en 8 étapes. Celles-ci ont été appliquées avec succès à des milliers de normes sur près de 60 ans d'existence du Codex.

Health for Animals (l'organisation mondiale de santé animale https://www.healthforanimals.org/) a présenté un énoncé de position au Codex (sous forme de document de séance) visant à «favoriser l'avancement de toutes les normes qui répondent aux exigences scientifiques et procédurales». Ce document a été cosigné par la grande majorité des organisations internationales du secteur de l'élevage, y compris l'OIV.

Louison Camus (Interbev, France) a fait le point sur l'évolution juridique de la terminologie utilisée pour l'étiquetage des aliments d'origine animale en France et dans l'UE. La France souhaite que l'UE adopte pour les substituts de viande le même type d'étiquetage que pour les substituts de lait, lesquels, pour éviter toute confusion par les clients, ne peuvent pas être dénommés «laits». Une protection juridique des dénominations des produits carnés existe en France depuis 2020, mais elle ne s'appliquera pas tant qu'un décret d'application ne sera pas entré en vigueur. Interbev travaille avec le gouvernement à la rédaction un tel décret.

Dans l'UE, la protection des dénominations des produits carnés est en cours de réforme et la Commission européenne a l'intention de faire ajouter l'origine des ingrédients à base de viande présents dans les produits transformés. Cependant, au Parlement européen, une forte pression anti-viande exercée par les ONG contribue au rejet des règles d'étiquetage qui protègent la viande. Aux États-Unis, on privilégie en la matière une approche volontaire, tandis qu'au Royaume-Uni, les producteurs de viande peuvent intenter des actions en justice contre les allégations fallacieuses des ONG à l'égard des caractéristiques de la viande et des substituts. Quoi qu'il en soit, cette question est complexe car il n'existe pas de définition convenue de la «viande».

Les développements du Programme mondial de la FAO pour l'élevage durable (GASL) ont été présentés par **Emmanuelle Coste** (Interbev, France). En octobre 2022, le GASL a présenté le Communiqué de Dublin à la suite de sa

réunion sur les *Actions du secteur de l'élevage en faveur de systèmes alimentaires plus durables - un programme mondial pour l'élevage durable*. Ce communiqué reprend l'objectif des parties prenantes de travailler de manière collaborative en partenariat avec le GASL afin d'atteindre les objectifs communs de système alimentaire avec le Sous-Comité de l'élevage récemment établi par le Comité de l'agriculture de la FAO. Il est noté que la Fondation Bill Gates a fait un don de 1,5 million USD au GASL, consacré essentiellement à la durabilité dans les pays en développement.

Participant apprécié et régulier des réunions de l'OIV, **Leopoldo Stuardo** (WOAH, l'Organisation mondiale de la santé animale, anciennement OIE), a tenu le comité informé des avancées en matière de bien-être animal, abordant le thème des quatre «piliers» de la *Stratégie 2017*. Le chapitre consacré aux normes de bien-être animal du Code terrestre est en cours d'élaboration, tandis que le Forum sur le bien-être animal a offert une plate-forme de discussion sur les interactions complexes entre les objectifs de développement durable des Nations unies chez différents types d'espèces animales. Il a souligné que la réalisation de certains des objectifs de développement durable des Nations unies peut contribuer au bien-être des animaux. WOAH s'est également associée à l'Université de Liverpool pour promouvoir le développement des connaissances en économie de la santé animale dans le but d'aider les services de santé animale à avoir le plus grand impact sur la vie des personnes et les économies nationales.

En 2021, WOAH et ses partenaires ont obtenu plus de 7 millions USD pour déployer le programme d'évaluation de la charge mondiale de morbidité et comprendre les coûts directs et indirects des maladies animales afin d'améliorer non seulement la santé et le bien-être des animaux, mais aussi le bien-être humain, en particulier dans les communautés rurales dépendant de l'agriculture. La charge mondiale de morbidité porte sur les effets des maladies sur les populations animales et l'agriculture, les coûts des efforts d'atténuation et les impacts sur les échanges.

En septembre, l'OCDE a publié un rapport sur les alternatives aux protéines animales (Frezal, C., C. Nenert et H. Gay, *Meat protein alternatives: opportunities and challenges for food systems' transformation* https://doi.org/10.1787/387d30cf-en, que l'auteur principal **Clara Frezal** a présenté. Les substituts de viande attirent les investissements privés et suscitent l'intérêt de la communauté scientifique comme solutions possibles permettant de répondre à la demande mondiale croissante de protéines d'une manière durable, éthique et saine.

Le rapport examine les opportunités et les défis associés à trois alternatives à la viande: alternative végétale, alternative à base d'insectes et viande de culture. L'analyse repose principalement sur un examen de la littérature, complété par un scénario illustratif utilisant le modèle Aglink-Cosimo établi par l'OCDE et la FAO. Les résultats de l'analyse du scénario suggèrent que passer de la viande à de nouvelles protéines dans les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur (où se situe la plus forte croissance potentielle de la demande) pourrait entraîner:

- une baisse de la demande d'aliments pour animaux et donc de l'utilisation des terres agricoles au niveau mondial comprise entre 1,8 et 7,8 millions d'hectares, en supposant que les terres libérées soient converties en forêts;
- une diminution des émissions de GES provenant de l'agriculture, de la foresterie et d'autres secteurs liés à l'utilisation des terres pouvant atteindre 5 pour cent, sur la base d'une analyse du cycle de vie;
- une baisse des prix internationaux de la viande de l'ordre de 7 à 28 pour cent, ainsi que du soja et des céréales, ce qui profiterait globalement aux consommateurs mais exercerait une pression sur les revenus agricoles.

Selon le secteur des substituts de viande, la croissance attendue du marché des protéines végétales d'ici à 2030 pourrait atteindre 25 à 140 milliards USD, ce qui équivaut à peu près à 10 % du marché mondial de la viande, tandis que les produits à base d'insectes pourraient représenter 8 milliards USD et la viande de culture 5 à 25 milliards USD. Actuellement, les coûts de production sont plus élevés pour les substituts de viande que pour les aliments d'origine animale. Cette situation est due à une combinaison de facteurs en fonction du substitut, dont les efforts en matière de R&D, une production à petite échelle et des prix de l'énergie élevés. En ce qui concerne la viande de culture, substitut le plus innovant, l'ordre de grandeur des estimations de coûts varie selon les hypothèses retenues en ce qui concerne les technologies de production, mais elles sont actuellement au moins 100 fois plus élevées que pour les viandes.

Outre le prix, des questions subsistent quant à l'acceptation par le consommateur (et la réglementation) de ces sources de protéines alternatives: elles concernent le goût, les préoccupations culturelles, la qualité nutritionnelle, ainsi que les impacts environnementaux, en particulier en raison de la forte dépendance énergétique

de la viande cultivée. Le comité constate la nécessité de tenir compte du stockage du carbone dans les systèmes d'élevage de ruminants au pâturage et la reconnaissance du large éventail de systèmes de production animale.

Tout en saluant la possibilité offerte par le rapport de l'OCDE d'examiner le potentiel des substituts de viande, le comité a exprimé un certain scepticisme à l'égard de la solidité des données sur les coûts, des perspectives du marché, des hypothèses utilisées dans l'exercice de modélisation et a fait part des risques de tirer des conclusions générales sur la grande diversité des systèmes. Davantage de recherches fondées sur des données probantes sont indispensables!

Comités mixtes sur la Viande durable et la Nutrition et la Santé humaines

Reconnaissant les liens étroits entre la durabilité, la nutrition et la santé liées à la viande et à l'élevage, les deux comités se sont réunis en session conjointe sous la houlette de leurs présidents respectifs, **Juan José Grigera Naón** (IPCVA, Argentine) et **Puk Maia Ingemann Holm** (Conseil danois de l'agriculture et de l'alimentation).

Philippe Cayot (Institut Agro Dijon, France) a fait une présentation sur le thème: *Les substituts végétaux à la viande: une véritable alternative?* Il est parti du constat que la consommation par habitant de viande rouge et de viande blanche a diminué dans les pays développés au fil du temps, contrebalancée par une augmentation de nouveaux aliments d'origine protéique. Sur la base de l'analyse «5 P» (Produit, Personnes, Prix, Place et Promotion), le professeur Cayot a livré un compte rendu exhaustif des caractéristiques nutritionnelles et commerciales de la viande et des substituts de viande.

Les comparaisons sont complexes entre ces différentes sources et portent notamment sur le prix unitaire des protéines (et leur qualité), le degré de transformation et les additifs, le temps de préparation des repas, la digestibilité, la santé à long terme (masse musculaire de cohortes d'âge et de sexe différentes, disponibilité du fer et de la vitamine B12) et les effets sur l'environnement, y compris la consommation d'énergie. Les faits marquants de la recherche scientifique montrent, par exemple, qu'une fois que la masse musculaire est perdue, elle ne peut pas être reconstituée après 50 ans; que seulement 1 % du fer est absorbé dans les régimes végétariens (la carence en fer est un problème mondial) contre 7 % chez les omnivores; que 68 % des végétariens de longue date en Inde souffrent de carences en vitamine B12 (ainsi que d'anémies et de carences en fer).

Bien qu'il existe (en faible nombre) des preuves de causalité entre viande rouge et certains cancers, on oublie souvent que cela pourrait être moins imputable à la viande rouge en tant que telle qu'aux modes de cuisson utilisés. Il est intéressant d'observer que bien que les abats soient très nutritifs en tant que source de protéines et de minéraux, ils sont principalement consommés par des personnes âgées.

Zani Veldsman (scientifique en nutrition, Afrique du Sud) a évoqué la question de l'*Étiquetage frontal - faits, chiffres et orientations futures*. La législation alimentaire devient de plus en plus omniprésente et l'étiquetage des aliments en est l'un des éléments clés. L'étiquetage vise souvent à mieux informer les consommateurs afin qu'ils fassent des choix alimentaires plus sains; à encourager l'industrie alimentaire à reformuler les produits et à proposer des options plus saines; et à aider les consommateurs à faire des choix alimentaires permettant de réduire les maladies chroniques liées à l'alimentation.

Cette question pose toutefois de nombreuses difficultés: différents symboles nutritionnels sont utilisés selon les pays (codes de couleur, étoiles); les risques (teneur en sel, en sucre…) et les bienfaits (faible teneur en matières grasses ou en sucre…) pour la santé, et les avantages pour l'environnement (empreinte carbone, durabilité…), ne sont pas systématiquement évalués et ne sont pas toujours étayés par des preuves scientifiques; et le fait de mentionner des incidences complexes avec des étiquettes simples qui ne tiennent pas compte des compromis nécessaires, notamment l'accessibilité financière, peut être trompeur. L'importance croissante des substituts de viande signifie que leurs allégations relatives à la santé, à la durabilité et aux émissions de gaz à effet de serre doivent être soigneusement examinées.

Le **Partenariat multipartite pour l'évaluation et la performance environnementales de l'élevage** (LEAP) est chargé d'accélérer le développement durable des systèmes d'élevage et constitue l'une des réussites de la FAO en ce qu'il s'appuie sur des données scientifiques pour évaluer la performance environnementale de l'élevage et élaborer des avis techniques visant à soutenir la mise en œuvre de politiques liées à l'élevage au niveau mondial. Le secrétaire général de l'OIV, **Hsin Huang** (président du Comité directeur du programme LEAP) et **Aimable**

Uwizeye (secrétariat du programme LEAP), ont tenu le comité informé des derniers développements.

De nombreux travaux et projets techniques sont en cours, y compris un examen public de ses travaux sur les méthodes et les données permettant de mesurer les émissions de méthane. Bien que l'analyse du cycle de vie (ACV) soit souvent considérée comme la «norme de référence» pour mesurer les émissions tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, elle se heurte à des jugements de valeur à l'égard des décisions, s'agissant par exemple de l'imputation des émissions aux animaux et à leurs sous-produits, ainsi que des limites des données et des comparaisons entre pays. Une approche prometteuse consisterait à identifier les points chauds nécessitant des actions, au lieu d'effectuer des inventaires globaux.

La professeure Alice Stanton (Université de médecine et des sciences de la santé, Dublin, Irlande) a présenté un exposé puissant et convaincant sur les *Bienfaits nutritionnels des aliments d'origine animale* fondé sur des preuves scientifiques visant à contrer les allégations trompeuses et mal informées des détracteurs des aliments d'origine animale. Elle a souligné qu'il ne suffit pas de se concentrer sur l'apport calorique, mais sur la qualité des protéines contenues dans les aliments consommés, en particulier parce que ces dernières sont corrélées au développement physique et mental des enfants. De plus, manger trop peu d'aliments d'origine animale n'est pas idéal pour vivre longtemps.

En se concentrant sur les études de la Commission EAT-Lancet, qui recommandent de réduire de moitié la consommation de viande et de produits laitiers, elle a souligné que les preuves ont montré que ce n'est pas une baisse de la consommation de viande rouge qui entraînerait moins de décès par maladies non transmissibles, mais la baisse de l'apport calorique global et de l'apport en sel, ainsi que l'augmentation de la consommation de fruits, de légumes et d'oléagineux. De plus, lorsqu'elle est consommée dans le cadre d'une alimentation équilibrée, la viande rouge offre une protection considérable contre les carences nutritionnelles. Même si une consommation hebdomadaire de plus de 500 g de viande rouge a peut-être des effets délétères minimes sur la santé, la majorité de la population mondiale ne rentre pas dans cette catégorie et ne consomme pas suffisamment de produits laitiers ou d'aliments riches en oméga-3.

Remplacer les aliments d'origine animale par des aliments végétaux ultra-transformés, souvent réputés réduire les émissions de gaz à effet de serre, est très susceptible de nuire à la santé humaine car ils ne contiennent pas de micronutriments essentiels et ne protègent pas contre les carences nutritionnelles évitées grâce aux aliments d'origine animale. Les recommandations globales mondiales ne tiennent pas non plus compte du fait que les pays en développement ont besoin de davantage d'aliments d'origine animale pour lutter contre les carences nutritionnelles.

L'une des expériences les plus troublantes relatées par la professeure Stanton a concerné la résistance affichée et les retards pris dans la publication d'une critique des rapports de la Commission EAT-Lancet dans le *Lancet* (voir également la Newsletter de l'OIV n° 629, août 2021), l'absence de réserves dans les médias à l'égard des rapports, et l'adoption des recommandations de la Commission dans les politiques de santé et de nutrition de plusieurs pays. Bien que les auteurs des rapports de la Commission EAT-Lancet aient accepté dans une certaine mesure les critiques, cela est loin d'être suffisant.

Paola Patruno (secrétaire général adjoint, CLITRAVI) a informé les comités de la signature de la Déclaration de Dublin par des scientifiques à l'issue du *Sommet sur le rôle sociétal de la viande - Ce que dit la science*, qui s'est tenu les 19 et 20 octobre à l'invitation de Teagasc, l'Autorité irlandaise de développement agricole et alimentaire. Le Sommet a réuni des scientifiques pour présenter les avantages des systèmes d'élevage en matière de nutrition et de santé, leur durabilité environnementale, leurs valeurs socioculturelles et économiques, ainsi que des solutions pour les nombreuses améliorations nécessaires. La Déclaration peut être consultée sur https://www.dublin-declaration.org/.

▲ ▲ ▲

Le nombre croissant et impressionnant de recherches démontrant les bénéfices nets fondés sur des données probantes des aliments d'origine animale pour les humains et la planète n'a malheureusement pas été, dans de nombreux cas, intégré dans le débat public et politique. Il s'agit d'un défi permanent qui nécessite une collaboration avec les décideurs et les autorités de réglementation, les médias et les établissements universitaires.

Malgré les éléments de preuve irréfutables en faveur de la viande, des améliorations peuvent encore être apportées tout au long de la chaîne d'approvisionnement afin que le secteur puisse affirmer avec encore plus de confiance que la viande et l'élevage font partie de la solution, et non du problème!

Wilfrid Legg, consultant de l'OIV

L'année à venir pour le secteur américain de la viande

Comme beaucoup d'autres choses, la réussite du secteur de la viande aux États-Unis en 2023 dépendra des performances de l'économie mondiale, ainsi que de l'économie américaine.

Selon le nouveau rapport sur les perspectives pour 2023 publié par la division Knowledge Exchange de CoBank, l'économie américaine continuera d'être tirée par la dynamique amorcée en 2022, avec une inflation en baisse progressive, un taux de chômage à des niveaux historiquement bas et des marchés d'investissement stables. Toutefois, le fait que l'inflation, malgré un léger fléchissement, reste obstinément élevée demeure une grave préoccupation, et le fait historique qu'un taux d'inflation supérieur à cinq pour cent n'ait jamais été abaissé sans qu'ait lieu une récession générera probablement une croissance faible au cours de la nouvelle année.

«Alors que les conditions financières continuent de se resserrer, l'économie américaine devrait selon nous ralentir régulièrement au cours du premier semestre 2023, donnant lieu à une récession brève et modérée», a déclaré Dan Kowalski, vice-président de Knowledge Exchange, à la source d'informations en ligne *The Cattle Site*. «Le taux de chômage pourrait atteindre cinq pour cent, entraînant indirectement une baisse des dépenses de consommation. Sans ce fléchissement du marché du travail et le ralentissement associé des salaires et des dépenses, il sera difficile de stabiliser les prix.»

Les côtés positifs et négatifs liés au secteur de la viande bovine

Du côté positif, «Les marchés du porc et du bœuf indiquent qu'il est indéniable que les consommateurs veulent plus de viande porcine et bovine», a affirmé *Drovers Journal* en novembre, citant Scott Brown, économiste agricole à l'Université du Missouri, selon lequel: «La demande se porte bien. Espérons que cela continue à l'avenir.»

Brown a toutefois ajouté une mise en garde: «Premièrement, avec ces taux d'intérêt supérieurs, nous savons ce que cela signifie d'emprunter de l'argent pour les producteurs. Je crains que cela freine les dépenses des consommateurs pour les denrées alimentaires. Ensuite, les préoccupations demeurent au sujet de l'économie générale et de ce que cela signifie en 2023. Si le produit intérieur brut réel diminue, comme beaucoup le donnent à penser aujourd'hui, ne nous ne trouverons-nous pas dans une situation où la demande ne sera pas aussi forte que celle que nous connaissons?»

Avec la pandémie de Covid, qui a duré trois ans et des poussières et qui a entraîné une forte augmentation du fait-maison, des millions d'Américains ont redécouvert la saveur et la qualité de la viande bovine des catégories *USDA Choice* et *Prime*, à tel point que l'offre pourrait devenir un problème en 2023. «Je pense qu'à l'avenir, il va devenir de plus en plus difficile de trouver de la viande bovine de qualité», a déclaré Brown, s'exprimant sur *AgriTalk*. En général, le resserrement de l'offre fait grimper les prix, ce qui freine la demande des consommateurs.

En outre, dans les États de l'ouest et du Midwest des États-Unis, une grave sécheresse continue d'avoir un impact important sur la production animale. «Je pense que dans certains endroits, vous avez des producteurs qui décident qu'à ces prix, il est préférable de cultiver du maïs et du soja que d'élever du bétail», a affirmé Brown. Le nombre de bovins dans les parcs d'engraissement donne déjà à penser que la filière bovine n'est pas en train de reconstituer le cheptel national. «Je pense qu'un grand changement structurel est en cours, du moins du côté de la filière bovine, généralement composée de nombreux petits producteurs. Nous pourrions nous réveiller dans quelques années… et la trouver bien plus renforcée…».

Stabilité de la demande de viande porcine américaine

Du côté de la viande porcine, le secteur semble rester rentable, selon les économistes, mais de grands défis pourraient encore changer la donne. Christine McCracken, directrice exécutive des protéines animales chez Rabobank, indique que les coûts croissants des aliments pour animaux, du carburant et de l'argent exercent des pressions sur la rentabilité. «Avec une croissance nominale de la production et des exportations de viande porcine stables, les marchés porcins ne devraient tendre que légèrement en dessous des moyennes de 2022. La demande de porcs des entreprises de conditionnement devrait rester stable mais pourrait cependant ralentir si les ventes de porc au détail décevaient ou si les

exportations ne répondaient pas aux attentes», a-t-elle déclaré à *AgWeb de Farm Journal*. «Toute amélioration de l'état de santé du troupeau ou tout retour à une productivité tendancielle limiterait également la hausse à court terme sur le marché au comptant.»

Dans l'ensemble, elle se déclare optimiste pour le secteur de la viande porcine américaine. «Nous sommes généralement optimistes quant aux perspectives du marché porcin américain car l'offre mondiale en protéines reste limitée, mais il sera difficile pour les producteurs de retrouver le niveau de rendement constaté au cours des dernières années. Les marchés porcins américains sont susceptibles d'être soumis à une certaine pression, les consommateurs devant faire face aux retombées économiques du ralentissement de la croissance et de la baisse du pouvoir d'achat. Le porc est également confronté à une concurrence accrue au rayon viande en raison de l'augmentation de l'offre de poulet au début de l'année, ce qui devrait susciter des actions promotionnelles renforcées. Nous sommes plus optimistes pour la seconde moitié de 2023, car l'offre bovine américaine se contractera, laissant plus de place au porc dans les rayons.»

Une nouvelle loi agricole se profile

Outre les préoccupations du secteur de la viande en matière d'économie et d'offre, 2023 est censée être l'année de l'élaboration par le Congrès d'un nouveau *Farm Bill* [*texte de loi portant sur toute l'agriculture américaine*]. Mais le tableau politique contrasté rendu par les résultats des élections de mi-mandat de 2022 a compliqué les choses. L'actuel *Farm Bill*, qui traite de tout, du soutien à l'exportation à l'accès à l'eau en passant par les systèmes de commercialisation de la viande [*marketing boards*] (et presque tout le reste de l'agriculture américaine, du tapioca au bois), devrait prendre fin à la fin du mois de septembre, donnant au 118ème Congrès, qui s'ouvre ce mois-ci, à peine neuf mois pour élaborer un nouveau projet de loi.

Selon Knowledge Exchange, la liste de souhaits du *Farm Bill* diffère considérablement selon qu'il s'agit des républicains ou des démocrates – l'administration démocrate de Biden a déjà clairement indiqué que le changement climatique devait occuper une place majeure dans le nouveau projet de loi. «À terme, le Sénat aura le dessus dans ce débat et les politiques figurant dans le projet de loi auront un impact sur l'agriculture pendant la prochaine décennie», indique *The Cattle Site*.

La National Cattlemen's Beef Association a également déjà défini ses priorités pour le *Farm Bill* 2023, qui concernent notamment, directement ou indirectement, le changement climatique. Les priorités de la NCBA sont les suivantes:

- Protéger la santé animale grâce à des programmes de prévention des maladies.
- Renforcer les programmes de gestion des risques, qui offrent aux producteurs une protection accrue contre les événements climatiques et la baisse des prix.
- Promouvoir les programmes de conservation volontaire, qui aident les producteurs à mettre en œuvre des pratiques durables en dehors des mandats gouvernementaux.
- Soutenir les programmes de reprise d'activités après une catastrophe, qui aident les producteurs à reprendre des activités normales à la suite d'attaques de prédateurs ou de conditions extrêmes telles que la sécheresse et les incendies de forêt.

Lors d'une audience consacré au *Farm Bill* en décembre, le sénateur américain John Boozman, un républicain de l'Arkansas membre du personnel minoritaire du Comité de l'agriculture, de la nutrition et la foresterie du Sénat américain, a déclaré: «Alors que nous commençons à rédiger le nouveau *Farm Bill*, nos priorités doivent tenir compte de ce qui se passe sur la scène internationale. Le monde est au bord d'une crise alimentaire massive depuis un certain temps maintenant. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine, deux pays exportateurs de céréales dont les produits nourrissent une partie des personnes les plus vulnérables au monde, a jeté de l'huile sur le feu.»

Boozman d'ajouter: «L'innovation est la réponse au défi de nourrir notre population croissante et de donner à nos agriculteurs et éleveurs la capacité de répondre aux besoins d'une dynamique mondiale en constante évolution. ... Mon objectif est de présenter un *Farm Bill* qui donne une orientation et une clarté aux actions de recherche du ministère américain de l'Agriculture. L'agriculture américaine est mieux servie lorsque nous ciblons nos efforts et que nous mettons en place des programmes de recherche ciblés, bien financés et flexibles qui peuvent avoir un impact généralisé et trouver un large soutien des parties prenantes.»

Steve Bjerklie, collaborateur à la rédaction, revue *Meat & Poultry*; correspondant à *The Economist*